3 mars 1991 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Allocution radio télévisée de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le conflit du Golfe et le bilan de l'intervention française, les leçons à en tirer pour l'armée et les perspectives de paix au Moyen-Orient, Paris le 3 mars 1991.

Mes chers compatriotes,
- En décidant que la France appliquerait, fut-ce au prix d'une guerre, les résolutions votées par le Conseil de sécurité des Nations unies, pour la défense du droit violé par l'Irak au Moyen-Orient, je savais que notre pays courrait de grands risques. Risques à l'extérieur, où nous aurions à connaître l'hostilité, ou du moins l'incompréhension, de larges couches du monde arabe, risques à l'intérieur où pèserait sur nous la menace du terrorisme et où l'entrée en guerre pouvait raviver nos propres divisions, risques enfin, à l'évidence, sur le champ de bataille où douze mille des nôtres allaient combattre.
- Ce choix, nous l'avons fait cependant, et je vous en ai, depuis le 2 août dernier, exposé souvent les raisons : quand le droit et la liberté sont en danger, la France est de leur côté, et se trouve auprès de ceux qui ont choisi le même camp, lorsque, pour la première fois dans l'histoire du monde, la société internationale garantit le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et punit l'agresseur, la France ne peut pas déserter.
- Alors que l'épreuve s'achève, en moins de six semaines, et de quelle façon ! Je veux exprimer la gratitude de la Nation : au Parlement qui nous a accordé massivement sa confiance. Au commandement allié dont les plans se sont révélés si perspicaces. A nos armées et à leurs chefs qui, sur mer, sur terre et dans les airs ont fait l'éclatante démonstration de leur valeur £ la division Daguet, par exemple, a réussi une manoeuvre qui a marqué par son audace £ nos avions sont revenus depuis de plus de mille missions sans une perte. Aux familles de nos soldats, celles qui souffrent encore de l'éloignement après tant d'inquiétude, celles qui entourent un blessé et celles qui pleurent pour toujours.
- Je remercie les communautés musulmane et juive de France qui ont donné l'exemple de la sagesse et du sang-froid. Et je vous remercie, vous qui m'écoutez et qui, dans votre immense majorité, avez compris, soutenu notre action.
- Mais, où en sommes nous exactement sur le terrain ? Nos troupes occuperont leurs positions au Koweit et en Irak jusqu'à la mise en oeuvre du cessez-le-feu définitif. Le Conseil de sécurité a décidé aujourd'hui même que l'Irak devait renoncer publiquement à ses visées, libérer les prisonniers, aider à identifier les champs de mine et d'explosifs et les lieux où sont dissimulées les armes chimiques et biologiques. Réparer enfin le dommage causé au Koweit. Après quoi, je pense que plusieurs de nos régiments seront de retour en avril, tandis que les autres reviendront dans le courant du mois de mai. Les missions de la Marine seront, d'ici là précisées. Nos forces auront quitté la région du Golfe avant l'automne.\
Et maintenant, mes chers compatriotes, regardons l'avenir. Nous avons à tirer, pour nous-mêmes, les leçons de l'expérience militaire et nous avons à rechercher, avec les autres, les moyens d'assurer, au Moyen-Orient - et ailleurs - les bases d'une paix juste et durable. Les leçons de notre expérience militaire, cela veut dire que tout en constatant la qualité de nos matériels, nous devrons les moderniser, comme cela est prévu, et les adapter constamment à l'évolution

des techniques.
- Faut-il pour autant changer de stratégie ? Non, la force de dissuasion nucléaire en est et en restera le pivot. Quant à la force d'action rapide et à la Marine de haute mer, la guerre du Golfe en a démontré la remarquable utilité. S'il s'agit de protéger le territoire national et de contribuer à la défense de l'Europe, la participation de tous les citoyens, ce qu'on appelle la conscription, me paraît nécessaire. S'il s'agit d'opérations lointaines, nos soldats professionnels en ont la compétence et la mobilité. Un débat sur l'équilibre interne de nos armées, sur leur composition, sur leur nature, s'impose. Je souhaite qu'il s'engage, dès cette année, au Parlement.\
Quant à la recherche d'une paix juste, répétons aujourd'hui comme hier, que la libération du Koweit n'a réglé qu'un problème parmi d'autres. Des engagements ont été pris, des espoirs sont nés. Il faut y répondre. Deux poids et deux mesures, mais ce serait assassiner le droit international naissant ! Les Nations unies qui ont autorisé le recours à la force ont le devoir d'organiser le retour à la paix.
- J'ai déjà eu l'occasion d'affirmer les vues de la France en ce domaine. Qu'a-t-elle voulu en préconisant la tenue d'une ou de plusieurs conférences internationales, sous l'égide des Nations unies, sinon favoriser partout le dialogue ? Comment réconcilier des peuples qui ne se parlent pas ? Sauf à souscrire à la loi du plus fort ? C'est ainsi qu'Israël doit réellement disposer de frontières sûres et reconnues et des moyens de sa sécurité, les Palestiniens posséder en tant que peuple leur identité, leur patrie, leur état, le Liban exercer librement sa souveraineté et je n'oublie ni l'intégrité de l'Irak, ni les aspirations de son peuple.
- Est-ce trop demander ? Cela ne vaudrait-il pas mieux que la guerre perpétuelle, la mort aux aguets, l'angoisse des jours et des nuits, le risque permanent d'une conflagration générale ? Il me semble que le rôle joué par les Nations unies durant cette crise justifie qu'on leur fasse confiance et qu'elles sauront restaurer ou plutôt instaurer les mécanismes de conciliation et d'arbitrage qui s'imposent pour la prévention et la solution des conflits.
- D'autres problèmes au demeurant subsisteront dans la région. Droits des minorités, comme celle des Kurdes, protection de l'environnement, partage des ressources, contrôle mutuel des armements, et ce dernier point concerne aussi bien les pays qui vendent des armes que ceux qui les achètent. Dans cette perspective, pourquoi ne pas envisager de réunir pour la première fois depuis sa création, le Conseil de sécurité des Nations unies, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Cela n'a pas été possible tant que les alliés de la seconde guerre mondiale sont restés désunis dans la paix. Eh bien c'est désormais à notre portée.
- Mes chers compatriotes, j'en ai fini. Je déclare avec fierté que la France a tenu son rôle et son rang. Elle a de grandes échéances devant elle. J'attends qu'elle montre la même résolution et dans le cadre d'une démocratie scrupuleuse le même élan.
- Vive la République, vive la France !\